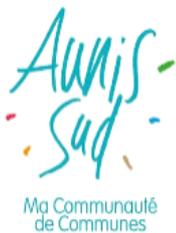




CONTRAT DE DEVELOPPEMENT ET DE TRANSITIONS 2023-2025



La Région Nouvelle-Aquitaine, représentée par Monsieur Alain ROUSSET, Président du Conseil Régional de la Nouvelle-Aquitaine, ci-après dénommée **la Région**,

Et

Les EPCI composant le territoire de projet La Rochelle Ré Aunis :

- La Communauté de Communes Aunis Atlantique, représentée par Monsieur Jean-Pierre SERVANT, son Président,
- La Communauté de Communes Aunis Sud, représentée par Monsieur Jean GORIOUX, son Président,
- La Communauté de Communes de l'Île de Ré, représentée par Monsieur Lionel QUILLET, son Président,
- La Communauté d'Agglomération de La Rochelle, représentée par Monsieur Jean-François FOUNTAINE, son Président,

les EPCI ci-après dénommés **le Territoire**.

Vu la délibération du Conseil Régional de la Nouvelle-Aquitaine en date du 21 mars 2022 approuvant la politique contractuelle 2023-2025 de la Nouvelle-Aquitaine et son cadre d'intervention ;

Vu la délibération de la Communauté de Communes Aunis Atlantique en date du 16 novembre 2022 approuvant le contrat de développement et de transitions de La Rochelle Ré Aunis et autorisant son président à le signer ;

Vu la délibération de la Communauté de Communes Aunis Sud en date du 22 novembre 2022 approuvant le contrat de développement et de transitions de La Rochelle Ré Aunis et autorisant son président à le signer ;

Vu la délibération de la Communauté de Communes de l'Île de Ré en date du 15 décembre 2022 approuvant le contrat de développement et de transitions de La Rochelle Ré Aunis et autorisant son président à le signer ;

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle en date du 17 novembre 2022 approuvant le contrat de développement et de transitions de La Rochelle Ré Aunis et autorisant son président à le signer ;

Vu la délibération du Conseil Régional de la Nouvelle-Aquitaine en date du 15 décembre 2022 approuvant le contrat de développement et de transitions de La Rochelle Ré Aunis et autorisant son président à le signer ;

*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

La Région Nouvelle-Aquitaine, avec sa politique contractuelle territoriale, entend renforcer les atouts des territoires qui la composent pour soutenir leur attractivité et la résilience de leur modèle de développement. Plus grande région de France, caractérisée par une économie dynamique comme par de forts contrastes territoriaux, la Région Nouvelle-Aquitaine, avec la contractualisation, mène une politique volontariste d'aménagement du territoire favorisant la cohésion et les liens urbain-rural.

La première génération de contrats de territoires, mobilisant les collectivités et les acteurs territoriaux dans la co-construction de stratégies territoriales avec la Région, a permis d'accompagner nombre de projets vecteurs de développement économique, d'emplois et de services de proximité dans les territoires.

Forte des orientations du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) et de la feuille de route Néo Terra, la Région Nouvelle-Aquitaine construit une action territoriale renouvelée facilitant la mise en place d'orientations stratégiques partagées pour répondre aux enjeux posés par les crises climatiques, environnementales, sanitaires et sociales, et accélérer les projets porteurs de transitions. Cette action s'appuie également sur le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), qui comporte des orientations territoriales dans une stratégie globale pour le développement économique.

Il s'agit désormais de poursuivre l'action régionale dans un référentiel stable, en s'appuyant sur les points forts qui ont marqué sa réussite : maillage territorial adapté, valorisation des atouts de tous les territoires, soutien renforcé aux territoires les plus vulnérables, visibilité de l'action régionale, tout en visant de nouvelles ambitions : appui à des modèles de développement plus résilients, soutien renforcé aux projets portés par les acteurs de la ruralité, et renforcement des coopérations territoriales.

Le dialogue territorial est construit autour du **Contrat de développement et de transitions** : centré sur une stratégie territoriale partagée issue des projets de territoire et des analyses fournies par la Région, il vise à l'accélération de projets de développement répondant à des enjeux de transition et d'attractivité pour la période 2023-2025. Pour les territoires les plus vulnérables sur le plan socio-économique, sa mise en œuvre est facilitée par le soutien régional à l'ingénierie, garant de l'émergence, la détection et l'accompagnement des projets innovants ou coopératifs s'inscrivant au mieux dans les orientations régionales.

Les Contrats de développement et de transitions sont articulés avec les fonds européens dont la Région est autorité de gestion, et avec les CPER et CPIER 2021-2027.

La Région met en place un accompagnement de proximité fondé sur un binôme conseiller régional référent de territoire – chargé de mission territoriale, appuyé par un chef de projet CADET pour les territoires en retournement économique. Ce réseau de proximité au sein de la DATAR mobilise l'ensemble des services experts de la Région pour offrir aux territoires des solutions adaptées à leurs enjeux, et utilise un cadre d'intervention dédié à des interventions sur-mesure ou visant à l'attractivité du territoire. Il anime le réseau des développeurs territoriaux à l'échelle régionale dans le but de renforcer leur expertise et la coopération, gages d'un développement structuré et cohérent.

Article 1 : PRESENTATION DU TERRITOIRE DE CONTRACTUALISATION

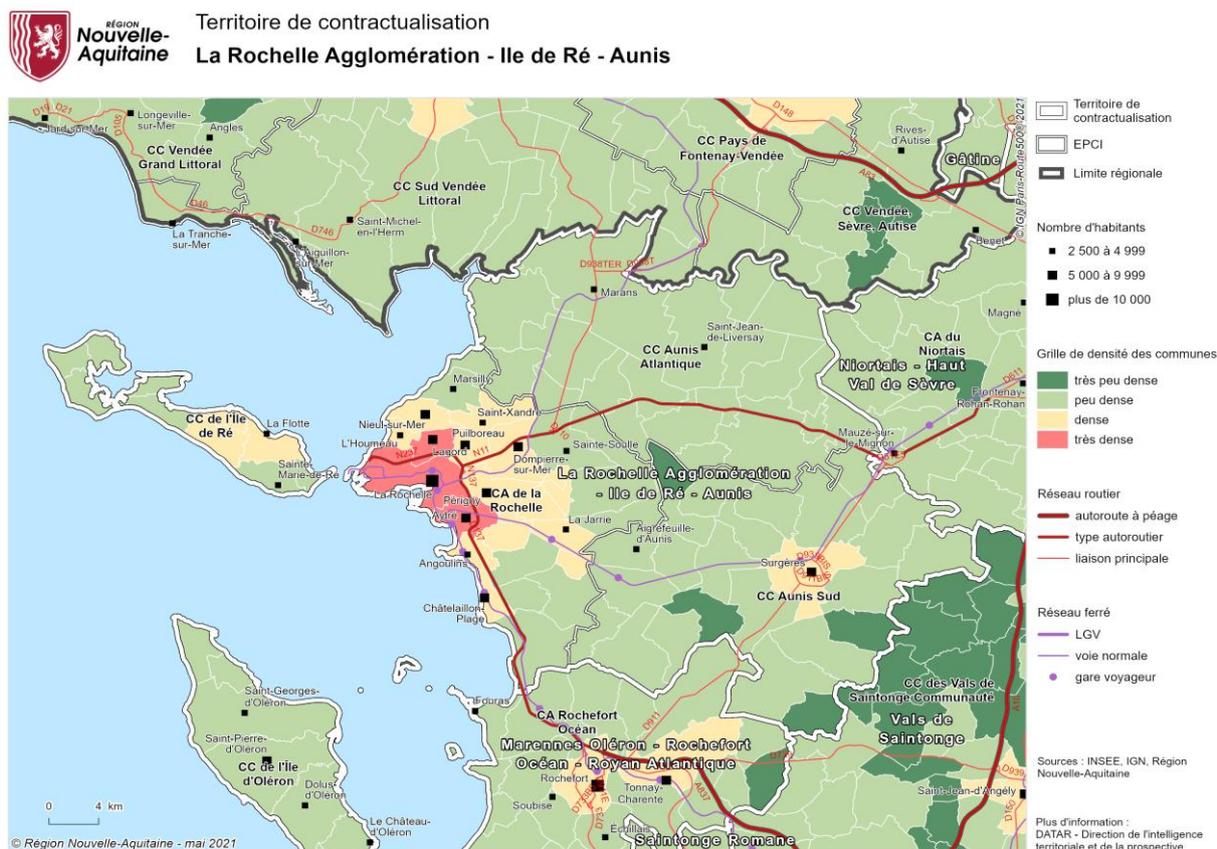
1-1 Présentation du territoire de contractualisation

Données générales :

82 communes – 248 708 habitants

4 intercommunalités :

-  Communauté de communes Aunis Atlantique – 24 communes
-  Communauté de communes Aunis Sud – 20 communes
-  Communauté de communes de l'Île de Ré – 10 communes
-  Communauté d'agglomération de La Rochelle – 28 communes



Profitant d'un positionnement privilégié sur la façade atlantique, au nord de la Charente-Maritime et au nord-ouest de la Nouvelle-Aquitaine, le territoire de contractualisation constitue un véritable bassin de vie. D'une superficie de 1 317 km², il compte près de 250 000 habitants et 100 000 emplois, et se développe principalement autour des axes Niort-Rochefort-La Rochelle.

Territoire très attractif pour la population, il présente un taux de croissance supérieur à celui de la moyenne régionale (+0,90% en moyenne annuelle contre +0,47% pour la Nouvelle-Aquitaine entre 2013 et 2019). Si Aunis Atlantique reste la plus dynamique, l'agglomération de La Rochelle connaît également une forte croissance, deux fois supérieure à celle de la Région mais exclusivement portée par le solde migratoire.

Le territoire bénéficie d'une part importante de jeunes, en particulier grâce à la présence d'établissements d'enseignement supérieur (La Rochelle-Université, EIGSI, Excelia...) et les quelques 15 000 étudiants, mais reste néanmoins vieillissant.

Le territoire de La Rochelle-Ré-Aunis compte une seule commune (La Rochelle) de plus de 25 000 habitants. Selon la grille de densité communale de l'INSEE et la nouvelle classification urbain-rural, 22 communes sur les 82 qui composent ce périmètre sont considérées comme urbaines. Cependant, au-delà de la ville centre et de sa première couronne ou de la ville de Surgères, le territoire est très largement périurbain ou rural.

Près de 80 % des emplois sont localisés dans l'agglomération rochelaise. Au regard de l'indicateur de concentration de l'emploi, c'est d'ailleurs un territoire à vocation productive et/ou économique alors que les communautés de communes de l'Aunis sont plutôt à vocation résidentielle (taux d'actifs résidant plus élevé qu'ailleurs) ; l'Ile de Ré est en situation d'équilibre.

Le territoire a gagné des emplois salariés entre 2019 et 2020, et a par ailleurs bien résisté à la crise. Toutefois, certains secteurs d'activités ont été fortement impactés durant ces deux années à l'image de l'hébergement-restauration, l'intérim ou encore la culture. À l'inverse les secteurs de la santé et de l'action sociale ont enregistré un regain d'emplois. Depuis le 1^{er} semestre 2021, une reprise de la dynamique semble se confirmer.

1-2 Stratégie territoriale de développement

En s'appuyant sur une lecture partagée des enjeux, le Territoire et la Région s'accordent pour retenir la stratégie partagée suivante déclinée en axes stratégiques (l'annexe 1 « note d'enjeux » précise le cheminement qui amène le Territoire à construire une stratégie territoriale à partir des enjeux partagés avec la Région) :

AXE 1 : Valoriser les ressources du territoire pour en renforcer son autonomie

- 1.1. Alimentation et production locales (dont coordination du PAT)
- 1.2. Économie locale décarbonée
- 1.3. Protection et préservation de la biodiversité
- 1.4. Gestion de la ressource en eau

AXE 2 : Faire de l'économie locale un emblème de l'identité territoriale

- 2.1. Soutien à la création d'entreprises et emplois (dont Groupe de travail Assises de l'emploi)
- 2.2. Développement du numérique responsable
- 2.3. Soutien et renforcement des filières
- 2.4. Tourisme durable et vertueux

AXE 3 : Orienter la lutte contre les contraintes climatiques et spatiales vers une transformation durable du territoire

- 3.1. Résilience architecturale et urbanisme sobre
- 3.2. Mobilité décarbonée et mobilités actives
- 3.3. Prévention et gestion des risques côtiers et naturels
- 3.4. Économie circulaire et déchets
- 3.5. Performance énergétique et le déploiement des énergies renouvelables

AXE 4 : Placer l'attractivité littorale et les solidarités territoriales au service du renforcement des centralités

- 4.1. Renforcement des centralités
- 4.2. Accès au logement, services et équipements
- 4.3. Maintien d'un cadre de vie de qualité
- 4.4. Accès au territoire et traitement des déplacements par des modes de transport collectifs et durables

Dans le cadre des contrats de territoire et de ses compétences, la Région entend soutenir les projets issus des ruralités permettant de renforcer les dynamiques de développement, de transition et d'innovation en milieu rural. Les thématiques comme l'accès aux services essentiels, l'agriculture, la transition écologique et énergétique, la santé, l'éducation, l'emploi et l'activité économique, les mobilités, le logement, méritent un investissement collectif dans lequel la Région se doit d'être présente. Ces projets construits dans une logique de pertinence de réponse aux besoins et dans une cohérence d'action territoriale bénéficieront d'un soutien régional dans le cadre du contrat de territoire.

En outre, le Territoire et la Région s'accordent pour viser, au terme de la période de contractualisation, un objectif de taux d'engagement des aides régionales de **20%** en faveur des communes rurales correspondant aux communes peu denses et très peu denses selon la nouvelle définition INSEE / Eurostat (annexe 3).

Article 2 : OBJET DU CONTRAT

Le présent **Contrat de développement et de transitions de La Rochelle Ré Aunis** a pour objet de préciser les modalités du partenariat entre la Région et le Territoire, en vue notamment de la mise en œuvre du **plan d'actions pluriannuel** (annexe 2) relevant des compétences régionales et que le territoire de projet souhaite mettre en œuvre sur la période de contractualisation avec l'appui de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Le présent contrat constitue le cadre de mise en cohérence, sur le territoire de projet, des politiques sectorielles de la Région. A ce titre, il tient compte des actions contractualisées dans le cadre des différentes stratégies sectorielles de la Région ainsi que **des actions conduites par la Région dans ses domaines de compétences comme l'éducation, la mobilité, la formation professionnelle, et de la feuille de route Néo Terra en matière d'aménagement équilibré et durable des territoires** sur le territoire de La Rochelle Ré Aunis et qui ont impact direct sur son développement.

Le présent document et ses annexes constituent les pièces contractuelles.

Article 3 : DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat est conclu pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2023. Il pourra cependant être reconduit pour l'année 2026.

L'année 2026 sera consacrée à la préparation d'un nouveau contrat de territoire.

Les opérations du territoire retenues dans le contrat (annexe 2) devront faire l'objet d'un engagement financier de la Région avant la fin du contrat et d'un début d'exécution, au plus tard, dans l'année qui suit la décision d'intervention.

Article 4 : GOUVERNANCE DU CONTRAT

Le pilotage du présent contrat est assuré par un comité co-animé par la Région (le Président ou son représentant) et le territoire de projet. Ce comité est mis en place dès la signature du contrat et se réunit au moins une fois par an, et en tant que de besoin selon les demandes de l'une ou l'autre des parties. Le comité de pilotage est élargi à des acteurs clés du territoire, en lien avec les enjeux définis.

L'enjeu est d'instaurer un dialogue permanent entre le territoire, ses acteurs et la collectivité régionale pour, en particulier, conduire des revues de projets, assurer le suivi et l'évaluation relative à l'exécution du programme, veiller à la cohérence des diverses contractualisations qui peuvent concerner le territoire de projet afin de mieux les articuler, ce qui pourra amener à élargir sa composition.

Pour ce qui relève des co-financements, la recherche d'une convergence dans le calendrier de décision des autres financeurs sera proposée.

Article 5 : MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D' ACTIONS

Le plan d'actions pluriannuel du territoire présenté en annexe fera l'objet d'une actualisation par le Comité de pilotage pour traduire l'avancement de la mise en œuvre de la stratégie territoriale.

Toute action financée relevant de la stratégie territoriale sera inscrite dans le plan d'actions pluriannuel qui sera complété et amendé au fur et à mesure de la mise en œuvre de la stratégie territoriale. Les comités de pilotage de suivi valideront l'inscription de nouveaux projets au plan d'actions pluriannuel, ainsi que l'éventuel retrait ou modification de projets déjà inscrits. A l'issue de chaque comité de pilotage, le plan d'actions pluriannuel sera ainsi actualisé.

Pour chaque action, il appartiendra au maître d'ouvrage concerné d'adresser un dossier de demande de subvention aux services concernés de la Région.

Les décisions de financement des actions retenues seront prises, après instruction par les services régionaux, par la Commission permanente de la Région Nouvelle-Aquitaine, conformément aux procédures et règlements d'intervention sectoriels en vigueur et sous réserve des disponibilités financières.

Article 6 : ARTICULATION AVEC LE CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE

Dans un objectif de cohérence et de proximité avec les territoires, la Région a défini le périmètre du Contrat de développement et de transitions comme étant celui du Contrat opérationnel de mobilité (COM). Celui-ci pourra être élaboré, sous le pilotage de la Région, à compter de 2023 en partenariat avec le Territoire, Nouvelle-Aquitaine Mobilités et les autres acteurs prévus par le Code des Transports.

Le Contrat de développement et de transitions pourra prévoir des orientations stratégiques répondant à des enjeux en matière de mobilités, et identifier dans son plan d'actions des projets relevant de la mise en œuvre de la stratégie.

Le cas échéant, le Contrat opérationnel de mobilité sera constitué d'un diagnostic dédié, prévoira les réponses locales aux enjeux de mobilités ressortant du Contrat de développement et de transitions, et permettra de définir, pour les EPCI éligibles (i.e. qui ne sont pas autorités organisatrices de la mobilité), les modalités de mise en œuvre de services de mobilité locale telles que prévues par la délibération 2020.2291.SP du Conseil régional.

Article 6 bis : ARTICULATION AVEC LE CPER ET POLITIQUES PUBLIQUES

Les projets inscrits au CPER volet Cohésion territoriale, s'ils sont fléchés sur des fonds Région, s'ils se déroulent dans la temporalité 2023-2025, et s'ils s'inscrivent dans la stratégie territoriale partagée, seront intégrés au contrat de développement et de transitions et suivis à ce titre.

Le Contrat de développement et de transitions pourra être amené à évoluer en lien avec la dynamique d'évolution des politiques publiques.

Article 7 : COMMUNICATION

Le Territoire de projet et les bénéficiaires s'engagent à assurer la publicité de la participation financière régionale pour chacune des opérations soutenues au titre de la mise en œuvre du contrat.

Les modalités de communication seront définies pour chaque opération dans le cadre de la convention d'application financière idoine.

Le Territoire de projet s'engage également à informer régulièrement les habitants de leur territoire via leurs supports d'informations (bulletins, site internet, réseaux sociaux...) des grands projets et des principales actions de la Région (TER, Très haut débit, festivals...) dont les informations seront fournies par la Région.

Enfin, les actions de marketing territorial soutenues par la Région devront s'inscrire en cohérence avec la communication régionale et associer les services concernés.

Article 8 : EVALUATION ET BILAN DU CONTRAT

Des modalités de suivi et d'évaluation sont co-construites par le Territoire et la Région afin de pouvoir mesurer l'efficacité des actions conduites. Des références qualitatives et quantitatives sont ainsi définies dans la note d'enjeux ; elles étayent les orientations de la stratégie territoriale.

Sur cette base, il sera conduit un bilan final, tant qualitatif que quantitatif, en 2026 pour la période 2023-2025. L'ensemble alimentera les évaluations au niveau régional et participera du processus d'amélioration des politiques publiques.

Le travail afférent à ce bilan sera à la charge des services de la Région pour les actions conduites directement par la collectivité au bénéfice du Territoire, et au Territoire de projet pour les opérations conduites par des maîtres d'ouvrages locaux.

Article 9 : MODIFICATION DU CONTRAT

Dans l'hypothèse où des changements seraient apportés au statut juridique des signataires de la présente convention, la nouvelle entité juridique sera substituée de plein droit à l'ancienne structure signataire. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale par la nouvelle entité juridique.

Article 10 : RESILIATION ET LITIGES

En cas de non respect par l'une des parties des termes du présent contrat, celui-ci peut être résilié par la partie la plus diligente, à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi par cette dernière à la partie défaillante, d'une lettre exposant ses griefs, adressée en recommandé avec accusé réception valant mise en demeure.

En cas de contestation sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent, préalablement à tout recours contentieux, à tenter de régler leur différend par voie de conciliation. Si dans le délai de trois mois à compter de l'envoi par la partie la plus diligente des motifs de la contestation aucun accord n'est trouvé, les parties ont la faculté de saisir le Tribunal administratif de Bordeaux de l'objet de leurs litiges.

A Saint-Martin de Ré, le 21 avril 2023

Fait en 5 exemplaires,

**Le Président du Conseil Régional
Nouvelle-Aquitaine,**

**Le Président de la Communauté de
communes Aunis Atlantique**

Alain ROUSSET

Jean-Pierre SERVANT

**Le Président de la Communauté de
communes Aunis Sud**

**Le Président de la Communauté de
communes de l'Ile de Ré**

Jean GORIOUX

Lionel QUILLET

**Le Président de la Communauté
d'agglomération de La Rochelle**

Jean-François FOUNTAINE

En présence de

**La Vice-Présidente du Conseil
Régional,
en charge du développement et de
l'équité des territoires et des
contractualisations**

**Le Conseiller régional,
élu du territoire**

Laurence ROUEDE

Remi JUSTINIEN

Liste des annexes

Annexe 1 : Note d'enjeux

Annexe 2 : Plan d'actions pluriannuel du territoire

Annexe 3 : Carte des communes urbaines / rurales (définition INSEE / Eurostat)